

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

GATS/SC/57/Suppl.2/Rev.1
23 juillet 2002

(02-4053)

Commerce des services

ROYAUME DU MAROC

Liste d'engagements spécifiques

Supplément 1

Révision

(seul le texte français fait foi)

Le texte ci-joint complète la section relative aux services de télécommunication qui figure aux pages 4 à 8 du document GATS/SC/57.

Le présent document est entré en vigueur le 12 octobre 2000.

MAROC - LISTE D'ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
2.C. SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION (non compris la diffusion de programmes radiophoniques et télévisuels à l'intention du public en général.			Le document de référence joint en annexe est adopté par le gouvernement du Royaume du Maroc.
a) Service de téléphonie vocale entre points fixes	1) Possible à travers le réseau de télécommunication d'IAM ¹	1) Aucune	
d) Service télex	2) Aucune	2) Aucune	
o) Réseau numérique à intégration de services (ISDN)	3) Ces services restent sous monopole d'IAM jusqu'au 31 décembre 2001 Participation étrangère au capital d'IAM: non consolidé	3) Non consolidé	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans les engagements horizontaux	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans les engagements horizontaux	

¹ IAM: Itissalat Al-Maghrib.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services de transmission de données avec commutation par paquets (TDCP)	1) Présence commerciale requise: seuls les opérateurs disposant déjà d'une présence commerciale peuvent par ailleurs offrir des services selon le mode 1.	1) Aucune	
o) Services de Frame relay	2) Aucune	2) Aucune	
	3) Soumis à une licence d'établissement et d'exploitation si l'opérateur installe sa propre infrastructure de transmission Soumis à déclaration si les capacités de transmission sont louées à d'autres opérateurs	3) Non consolidé	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans les engagements horizontaux	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans les engagements horizontaux	
o) Services de téléphonie mobile	1) Présence commerciale requise: seuls les opérateurs disposant déjà d'une présence commerciale peuvent par ailleurs offrir des services selon le mode 1.	1) Aucune	
o) Services de radiomessagerie			
o) Les systèmes PCS	2) Aucune	2) Aucune	
o) Services mobiles de transmission de données	3) Réserve à des opérateurs sélectionnés par appel d'offres (soumission publique) dont le CPS est élaboré par l'ANRT ² Sujette à une licence d'exploitation et d'établissement.	3) Non consolidé	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans les engagements horizontaux	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans les engagements horizontaux	

² Agence nationale de réglementation des télécommunications: autorité nouvellement créée et chargée de la réglementation du secteur.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
g) Service par circuits loués privés	<p>1) Présence commerciale requise: seuls les opérateurs disposant déjà d'une présence commerciale peuvent par ailleurs offrir des services selon le mode 1.</p> <p>2) Utilisation nécessaire des capacités disponibles des réseaux publics de télécommunications existants</p> <p>3) Aucune</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans les engagements horizontaux</p>	<p>1) Aucune</p> <p>2) Aucune</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans les engagements horizontaux</p>	

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunications de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunications de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

Dans les limites de l'accès au marché, l'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunications de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en œuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'État.
